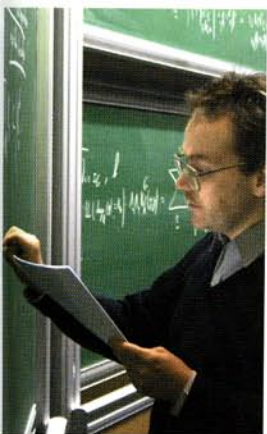


Bonnet d'âne

Fin août, le Haut conseil de l'éducation a rendu un rapport alarmant sur l'état de l'école primaire et de la maternelle.

« Chaque année, quatre écoliers sur dix, soit environ 300 000 élèves sortent du CM2 avec de graves lacunes. Près de 200 000 d'entre eux ont des acquis fragiles et insuffisants en lecture, écriture et calcul, et plus de 100 000 ne maîtrisent pas les compétences de base dans ces domaines ». Soit : 60% des élèves ont des résultats « acceptables ou satisfaisants », 25% ont des acquis fragiles et 15% ont des difficultés « sévères ou très sévères ». L'école primaire a du plomb dans l'aile. Et les parents d'élèves ont des raisons de s'inquiéter. « L'école ne parvient pas, malgré la conscience professionnelle de son corps enseignant, à réduire des difficultés pourtant repérées très tôt chez certains élèves et qui s'aggraveront tout au long de leur parcours de vie », déplorent les auteurs du rapport. L'école maternelle n'est pas non plus épargnée. Elle « ne met pas tous les enfants dans les conditions pour réussir l'école élémentaire (...) La question de la responsabilité de l'école maternelle dans l'échec scolaire à long terme ne peut être éludée » note le HCE. **Nicolas Sarkozy** a souhaité que s'engage rapidement un débat sur le sujet. ■ A. de F.-R.



Entretien avec Laurent Lafforgue, mathématicien, médaille Fields 2002*

Les conclusions du rapport vous surprennent-elles ?

Son constat – 40 % des enfants ont des acquis trop faibles à l'entrée en 6^{ème} – reste insuffisant. Les critères d'évaluation utilisés sont très en deçà des exigences qui ont prévalu à l'école primaire jusqu'aux

années 60. Le rapport ne se réfère qu'à des tests mécanistes et non à des examens comportant rédaction et problème d'arithmétique. Comme si les élèves étaient des machines à programmer et non des esprits à nourrir.

Ce que le rapport dit des causes et des remèdes est effarant.

La responsabilité de la situation est rejetée sur l'école maternelle et sur les familles puisque, est-il dit, « l'avenir scolaire des enfants semble déterminé très tôt ».

Aucune mention de ce que, en quelques décennies, les programmes de l'école, ses méthodes et sa finalité ont été transformés du tout au tout, et son niveau d'exigence abaissé dramatiquement. Comme si l'on n'avait pas assez réformé, le rapport invite à aller plus loin : suppression des redoublements, renforcement de la politique des cycles c'est-à-dire nouvelle remise en cause de la progressivité des programmes, « pédagogies différenciées », contrôle accru par les inspecteurs, multiplication des stages de formation continue, etc.

Le rapport ne s'interroge ni sur le contenu des programmes – 350 pages illisibles à comparer par exemple aux 5 pages limpides de ceux de 1923 –, ni sur les méthodes « pédagogistes » que la hiérarchie a imposées, ni sur le fait qu'aucune connaissance – même primordiale – n'est plus exigible à aucun niveau, ni sur la nature des fameux stages, ni sur celle des IUFM.

Que penser de la volte-face du ministère, revenu sur la circulaire Robien ?

Mes amis instituteurs « résistants » jugent plus efficaces les méthodes "alphabétiques-syllabiques" fondées sur l'apprentissage des lettres et qui ne séparent pas lecture et écriture. Mais, ayant été persécutés par leur hiérarchie, ils savent la valeur de la liberté pédagogique. Elle fait partie de l'autorité reconnue au maître.

Il faut noter les instituteurs d'après la progression de leurs élèves. Plus du tout selon la conformité de leurs méthodes avec aucune doctrine officielle.

Les IUFM sont-ils une des causes du déclin de notre système éducatif ?

Les IUFM sont la première cause de la ruine accélérée de l'école depuis 15 ans. J'invite chacun à lire le chapitre « Paroles d'IUFM » dans notre livre collectif « La débâcle de l'école : une tragédie inconnue » (éd. F-X. de Guibert, septembre 2007).

Si « l'école est malade », comment peut-on la soigner ?

Notre « Appel pour la refondation de l'école » (www.refondation-ecole.net) propose trois axes d'action : en priorité absolue puisque le contenu de l'enseignement est le cœur de la question scolaire, élaborer de nouveaux programmes solides, structurés et progressifs ; réorienter la formation des maîtres vers la transmission des connaissances et garantir la liberté pédagogique ; rétablir un bon niveau d'exigence. ■

* En 2004, Laurent Lafforgue cosigne déjà avec plusieurs de ses collègues un texte dénonçant la crise du système éducatif. Nommé au HCE par Jacques Chirac début novembre 2005, il est contraint à la démission neuf jours plus tard pour avoir dit que recevoir des experts de l'Éducation nationale par le HCE était comme « faire appel aux Khmers rouges pour constituer un groupe d'experts pour la promotion des droits de l'homme ». (Voir RP n°885)